

Les égouts franciliens cachent une agence de voyages pour élus

On trouve de tout, dans les eaux usées de la métropole parisienne : des séjours au soleil, des grandes bouffes et même des marchés truqués.

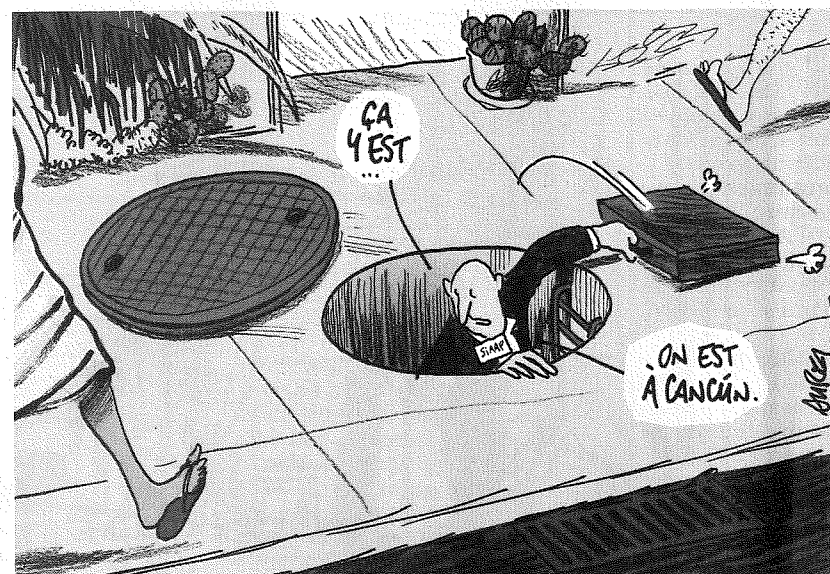
TREIZE ÉLUS de l'agglomération parisienne (7 LR, 3 PC, 1 UDI, 1 MoDem et 1 écolo) sont invités à se présenter à Roissy le 17 mars. Destination : Brasilia, pour une escapade de huit jours – en classe affaires et tous frais payés – en compagnie d'une dizaine de fonctionnaires. Tous ces voyageurs sont administrateurs ou salariés du Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (Siaap), géré depuis plus de cinquante ans par une étonnante alliance de communistes et de néogaullistes.

Pour assister au 8^e Forum mondial de l'eau, une délégation réduite aurait sans doute pu suffire, mais, comme à son habitude, le Siaap a décidé de dépêcher un bataillon de globe-trotteurs. Il est vrai que le Syndicat dispose de gros moyens, pompés directement sur les factures de flotte de 9 millions d'habitants. Recette : 500 millions d'euros – soit près de 60 euros par personne – pour nettoyer les eaux usées de Paris et des départements de la petite couronne.

Fiesta dans les tuyaux

Le Brésil, c'est sympa. Mais, à l'occasion d'autres éditions du Forum mondial de l'eau, nos joyeux excursionnistes ont déjà eu le plaisir de découvrir Daegu (Corée du Sud), Istanbul, Mexico ou Marrakech. La Semaine mondiale de l'eau, autre fiesta hydrophile, leur permet en outre de s'offrir une virée annuelle à Stockholm, tandis que le Congrès mondial de l'eau les a menés, au printemps dernier, à Cancún. Ne manquent au programme que la Journée, le Trimestre et le Semestre mondial de l'eau...

Pas grave ! Les COP sur le climat ont déjà offert à nos élus d'autres occasions de balades à Lima, à Varsovie ou à Doha. Surtout, l'aide au développement financée par le Siaap leur permet d'enchaîner des voyages à un rythme ébouriffant. Par exemple, le président de la commission coopération, Patrick Trémège (LR Paris XIII^e), se trouvait au Laos en décembre, à Djibouti du 2 au 16 janvier, aux Comores du 17 au 22 janvier, et il était attendu à Cuba du 8 au 16 février, puis à Madagascar du



18 février au 8 mars et à Brasilia le 17 du même mois !

D'autres élus se sont réservés comme destinations Pékin, Mexico, Montréal, Beyrouth, l'Algérie ou l'Afrique noire. Rien d'illégal, a priori, dans cette gabegie. Mais les 2,4 millions annuellement consacrés par le Siaap à la coopération sont largement siphonnés pour payer ces petites virées, dont le coût réel est tenu secret...

Flotte trois étoiles

De retour à Paris, certains voyageurs reprennent des forces en se faisant inviter par des fournisseurs du Siaap à de bonnes tables, telle L'Ambroisie (trois étoiles au Michelin), où l'on ne boit pas que de l'Evian. Le Siaap, qui claque 280 000 euros par an en frais de réception, sait lui aussi recevoir. Mais son président, Belaïde Bedreddine (élu communiste de Montreuil), et son directeur général, Jacques Olivier (PC également), connaissent les bonnes manières. Aux vœux de janvier, c'est pâté-saucisson pour les prolétaires du Siaap, mais foie gras-saumon pour les pédégés des sociétés amies...

Difficile, il est vrai, de maltraiter des patrons se montrant si généreux avec l'« Huma ». Chaque année, les géants français de l'eau – Veolia, Engie-Suez... – s'offrent un stand à

la fête de La Courneuve et des tartines de pub dans « L'Humanité Dimanche ». Ces gentils donateurs se payent également des pleines pages de réclame dans l'agenda annuel du Siaap – une publication qualifiée de pompe à fric par les connaisseurs. Comme de juste, les comptes de cet agenda, gérés par une société de com' habituée à travailler avec le PC, restent classés top secret.

Ce petit business, en tout cas, n'est pas perturbé par les ennuis judiciaires qui s'accumulent sur la maison. Déjà épinglé pour emplois fictifs

(en 2003) et pour un appel d'offres truqué (en 2010), le Siaap est toujours visé par une enquête ouverte en 2013 par le parquet national financier pour corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, détournement de fonds publics, abus de biens sociaux...

Traficoteur remis à flot

Le mégamarché de 800 millions de la station d'épuration d'Achères, confié en 2012 au duo Veolia-Engie, se trouve au centre des investigations du juge Clément Herbo. Mais les patrons du Siaap ne semblent guère troublés. « Jusqu'à présent, ils ne se sont fait pincer que pour des brouilles, et ils sont sûrs que la justice n'arrivera pas à prouver quoi que ce soit », ironise un bon connaisseur du dossier.

Le Siaap se montre d'ailleurs magnanime avec ceux de ses cadres qui se font bêtement gauler. En 2010, Christian Vernay, à l'époque directeur des réseaux, se voyait condamné pour avoir fourni des informations privilégiées – « sur ordre de quelqu'un de haut placé », soulignait le tribunal – à une entreprise en lice pour un marché. Son employeur l'a illico promu au poste envié de directeur de la communication et des relations internationales. Toutes nos félicitations !

Hervé Liffan

Épuration préfectorale

LE SIAAP RÉPOND par de vigoureux bras d'honneur aux injonctions du préfet d'Ile-de-France, Michel Cadot. La première escarmouche remonte à la fin du printemps dernier. Le représentant de l'Etat ose alors contester une délibération du Siaap fixant à 300 euros par jour le remboursement des faux frais engagés par le LR Patrick Trémège pour un séjour à Cuba. Argument massue : la loi interdit de dépasser 150 euros par journée de déplacement.

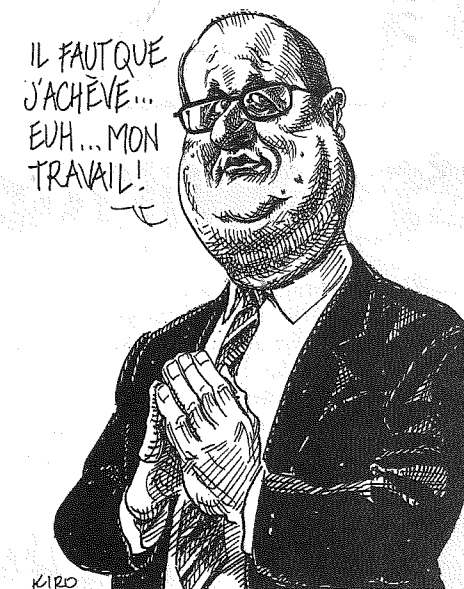
Sans complexes, la direction du Siaap sort illico une nouvelle délibération pour allonger – a posteriori – le séjour de quelques jours, et éviter

que Trémège n'ait à rembourser quoi que ce soit.

Le préfet ne goûte pas la plaisanterie et dégage peu après une plus grosse artillerie. En octobre, Michel Cadot assigne devant le tribunal administratif, puis devant la cour administrative d'appel, un joli cas d'eau : l'imposant marché de la gestion de la station d'épuration de Valenton (Val-de-Marne), confié à Veolia pour 397 millions d'euros sur douze ans (« Marianne », 26/1). Le préfet estime que le marché a été « arrangé » pour favoriser le vainqueur.

Comme si c'était le genre du PC, de faire la courte échelle au grand capital...

ÉLECTION AU PS : HOLLANDE VOTERA



Financement illégal : un PC capital !

LA DIRECTION du Parti communiste voit rouge : le parquet national financier s'intéresse de très près à son financement via des collectivités locales. Deux enquêtes préliminaires viennent d'être ouvertes, toutes deux à partir d'un signalement d'une chambre régionale des comptes. « Il n'est pas impossible, confesse un enquêteur, que les deux enquêtes se rejoignent. On retrouve les mêmes acteurs. » Tous ensemble, ouais !

Le 1^{er} février, des gendarmes lyonnais ont déboulé au 10 rue Parmentier, à Montreuil, et perquisitionné le Centre d'information, de documentation, d'étude et de formation des élus (Cidefe). Ils sont repartis avec des cartons et des disques durs.

De l'or à Givors

Quelques jours plus tôt, les mêmes effectuaient une descente dans les mairies PC de Givors (Rhône) et Fontaine (Isère) : la chambre régionale des comptes d'Auvergne-Rhône-Alpes avait constaté qu'elles se montraient fort dispendieuses en matière de formation des élus. A Givors, la première adjointe et un conseiller municipal dirigent également l'antenne départementale du Cidefe. « Un con-

flit d'intérêts », écrivent les magistrats. A Fontaine, les élus adhérents au Cidefe bénéficient d'un forfait annuel... qu'ils ne dépensent pas. Au total, entre 2012 et 2015, 64 000 euros ont été déboursés en pure perte par la municipalité au bénéfice de l'organisme de formation. Donc potentiellement du PCF ?

Parmi les dirigeants du Cidefe, des élus communistes du Val-de-Marne voient leur gestion du département étrillée par la chambre régionale d'Ile-de-France. Ses magistrats ont mis au jour un système de collaborateurs d'élus « illégal » impliquant 74 personnes, pour la plupart des fonctionnaires titulaires ; mais d'autres sont des élus, et des responsables au PCF.

Or la chambre « ne dispose pas d'éléments factuels qui permettent d'établir que les fonctions électives ou engagements de ces agents s'effectuent en dehors des heures de travail ». Traduction : la chambre régionale les soupçonne d'avoir plus travaillé pour leur parti que pour le département. Moyennant, en cinq ans, près de 10 millions d'euros de salaires, ce qui s'assimile à un détournement de fonds publics. Réappropriation prolétarienne ?

D. H.

Hécatombe chez les chauffeurs de VTC

UN MESSAGE, COURAGEUSEMENT NON SIGNÉ,
QU'UNE FAUTE DANS LA DENTELLE

Wauquiez